

## PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1  
Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT3630906

<b>SUBMISSION TYPE:</b>	NEW ASSIGNMENT
<b>NATURE OF CONVEYANCE:</b>	MERGER
<b>EFFECTIVE DATE:</b>	01/01/2012
<b>CONVEYING PARTY DATA</b>	
<b>Name</b>	<b>Execution Date</b>
UNIVERSITE HENRI POINCARÉ - NANCY I	01/01/2012
<b>RECEIVING PARTY DATA</b>	
<b>Name:</b>	UNIVERSITE DE LORRAINE
<b>Street Address:</b>	34 COURS LEOPOLD
<b>Internal Address:</b>	CS 25233
<b>City:</b>	NANCY CEDEX
<b>State/Country:</b>	FRANCE
<b>Postal Code:</b>	F-54052
<b>PROPERTY NUMBERS Total: 2</b>	
<b>Property Type</b>	<b>Number</b>
<b>Application Number:</b>	12320707
<b>Application Number:</b>	13181323
<b>CORRESPONDENCE DATA</b>	
<b>Fax Number:</b>	(617)217-4699
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>	
<b>Phone:</b>	617-217-4700
<b>Email:</b>	ipboston.docketing@nelsonmullins.com, melissa.lebsock@nelsonmullins.com
<b>Correspondent Name:</b>	NELSON MULLINS RILEY & SCARBOROUGH LLP
<b>Address Line 1:</b>	1 POST OFFICE SQUARE
<b>Address Line 2:</b>	FL 30
<b>Address Line 4:</b>	BOSTON, MASSACHUSETTS 02109
<b>ATTORNEY DOCKET NUMBER:</b>	ZXI-059
<b>NAME OF SUBMITTER:</b>	JEANNE M. DIGIORGIO, ESQ.
<b>SIGNATURE:</b>	/Jeanne M. DiGiorgio/
<b>DATE SIGNED:</b>	11/24/2015
<b>Total Attachments: 21</b> source=ZXI-059_Merger_Universities#page1.tif	

source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page2.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page3.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page4.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page5.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page6.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page7.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page8.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page9.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page10.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page11.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page12.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page13.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page14.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page15.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page16.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page17.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page18.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page19.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page20.tif  
source=ZXI-059\_Merger\_Universities#page21.tif

## CERTIFICATE OF MERGER

I: We, the undersigned Professor Pierre MUTZENHARDT, President of **UNIVERSITE DE LORRAINE**, duly authorized to represent **UNIVERSITE DE LORRAINE**, a University duly organized and existing under the laws of FRANCE and having its principal address at **34 CRS LEOPOLD, CS 25233, F-54052 NANCY CEDEX/FRANCE**.

Do hereby declare and confirm that the following organizations:

- Institut National Polytechnique de Lorraine,  
a University of France which had its address at 2 avenue de la Forêt de Haye, F-54501 Vandoeuvre les Nancy/FRANCE,

and

- Université de Nancy 1 Henri Poincaré (Université de Nancy- I),  
a University of France which has its address at 24-30 rue Lionnois, F-54000 Nancy/FRANCE,

and

- Université de Metz Paul Verlaine,  
a University of France which has its address at Ile du Saulcy, BP 80794, F-57012 Metz Cédex 1/FRANCE,

and

- Université Nancy II,  
a University of France which has its address at 91 avenue de la Libération, BP 454, F-54001 NANCY CEDEX/FRANCE,

were merged into **UNIVERSITE DE LORRAINE**

UNIVERSITE DE LORRAINE was officially created on September 22, 2011 by décret No. 2011-1169 and UNIVERSITE DE LORRAINE does definitively substitute to Institut National Polytechnique de Lorraine, Université de Nancy 1 Henri Poincaré (Université de Nancy-I), Université de Metz Paul Verlaine and Université Nancy II, in their rights and obligations from January 1<sup>st</sup>, 2012, which is the date of the merger.

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Décret n° 2011-1169 du 22 septembre 2011  
portant création de l'université de Lorraine

NOR: ESRS1113874D

*Publics concernés : usagers et personnels de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.*

*Objet : création d'un nouvel établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement dénommé « université de Lorraine », regroupant l'Institut national polytechnique de Lorraine et les universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Toutefois l'université de Lorraine se substituera aux établissements préexistants à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012. Les dispositions transitoires prévoient notamment la constitution des instances de gouvernance provisoire du nouvel établissement et de représentation des personnels. Elles prévoient également que les étudiants inscrits dans les établissements préexistants sont inscrits dans le nouvel établissement.*

*Notice : l'université de Lorraine assurera l'ensemble des activités actuellement exercées par l'Institut national polytechnique de Lorraine, les universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II. Elle concourra aux missions du service public de l'enseignement supérieur et délivrera à ce titre les titres et diplômes nationaux pour lesquels elle est et sera habilitée.*

*L'administration de l'université sera assurée par un président élu assisté d'une instance collégiale, le directoire, par le conseil d'administration, dont le rôle stratégique est réaffirmé, le conseil scientifique, qui veille à la qualité et à la cohérence de la politique scientifique et de ses liens avec l'offre de formation, et deux nouvelles instances de consultation : le conseil de la formation et le conseil de la vie universitaire. L'université est en outre dotée d'un sénat académique, représentation élargie de la communauté universitaire.*

*Le statut de grand établissement (au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation) permet d'assurer, au sein de ces conseils, une représentation des grands secteurs de formation et des sites d'implantation de l'établissement et d'instaurer une gouvernance de proximité au travers de collègiuns et de pôles scientifiques qui disposent de compétences propres.*

*Le règlement intérieur complètera, dans le respect des principes d'autonomie et de démocratie, les règles d'organisation et de fonctionnement de l'université.*

*Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr/>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et L. 717-1 ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 modifiée relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 69-930 du 14 octobre 1969 portant application aux instituts de faculté ou d'université préparant à un diplôme d'ingénieur de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 ;

Vu le décret n° 70-1174 du 17 décembre 1970 portant érection en établissements publics à caractère scientifique et culturel d'universités et centres universitaires ;

Vu le décret du 23 décembre 1970 portant érection d'universités et instituts nationaux polytechniques en établissements publics à caractère scientifique et culturel ;

Vu le décret n° 85-59 du 18 janvier 1985 modifié fixant les conditions d'exercice du droit de suffrage, la composition des collèges électoraux et les modalités d'assimilation et d'équivalence de niveau pour la représentation des personnels et des étudiants aux conseils des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ainsi que les modalités de recours contre les élections ;

Vu le décret n° 99-272 du 6 avril 1999 modifié relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur ;

Vu le décret n° 2000-250 du 15 mars 2000 modifié portant classification d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ;

Vu le décret n° 2003-383 du 23 avril 2003 portant rattachement de l'école d'enseignement supérieur privé ICN à l'université Nancy-II ;

Vu le décret n° 2010-1035 du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relatif à la durée des mandats des dirigeants et au fonctionnement des organes de direction de certains établissements publics de l'Etat, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu les avis des comités techniques paritaires de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I, Nancy-II, en date des 19 et 24 janvier 2011 ;

Vu les délibérations des conseils d'administration de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I, Nancy-II, en date du 25 janvier 2011 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 30 mai 2011 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### Dispositions générales

**Art. 1<sup>er</sup>.** – L'université de Lorraine est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation. Elle est soumise aux dispositions de ce même code et des textes pris pour son application, sous réserve des dérogations prévues au présent décret.

Son siège est fixé à Nancy. Elle est implantée sur plusieurs sites, principalement à Nancy et à Metz.

**Art. 2.** – L'université de Lorraine concourt aux missions du service public de l'enseignement supérieur définies aux articles L. 123-1 à L. 123-9 du code de l'éducation, notamment en matière d'enseignement, d'insertion professionnelle, de recherche scientifique et technologique, de diffusion de la culture, d'information scientifique et technologique, de transfert de technologie et de coopération internationale et transfrontalière.

Elle délivre les titres et diplômes nationaux pour lesquels elle a été habilitée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, seule ou conjointement avec d'autres établissements d'enseignement supérieur. Les textes relatifs aux diplômes nationaux préparés dans les instituts et écoles des universités sont applicables à l'université de Lorraine.

Elle a vocation à délivrer des titres d'ingénieurs diplômés et à développer des formations doctorales.

Elle peut délivrer des diplômes qui lui sont propres.

L'accès aux formations de premier cycle qu'elle dispense est ouvert à tous les titulaires du baccalauréat dans les conditions fixées par l'article L. 612-3 du code de l'éducation. Toutefois, l'accès aux instituts et aux écoles est subordonné aux capacités d'accueil, au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier.

La liste des formations de deuxième cycle dont l'accès est subordonné au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier est fixée en annexe.

## CHAPITRE II

### Organisation administrative

**Art. 3.** – I. – Le président de l'université de Lorraine, par ses décisions, le conseil d'administration, par ses délibérations, le conseil scientifique, le conseil de la formation, le conseil de la vie universitaire et le sénat académique, par leurs avis et orientations, assurent l'administration de l'université.

Un directoire assiste le président dans l'accomplissement de ses fonctions.

II. – L'université de Lorraine comprend en outre :

1<sup>o</sup> Des collègiams, qui assurent la coordination des activités des instituts, des écoles ou des unités de formation et de recherche qui les composent ;

2<sup>o</sup> Des pôles scientifiques, qui assurent la coordination des activités des unités de recherche qui les composent et la cohérence scientifique des domaines concernés.

III. – Elle comprend également des services communs.

**Art. 4.** – Le président est élu à la majorité absolue des membres en exercice du conseil d'administration parmi les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences, associés ou invités, ainsi que tous autres personnels assimilés.

Le mandat du président, d'une durée de cinq ans, expire à l'échéance du mandat des membres du conseil d'administration autres que les représentants des étudiants. Il est renouvelable une fois.

Si le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Les fonctions de président sont incompatibles avec l'exercice, au sein de l'université de Lorraine, de toutes autres fonctions électives et de toute fonction de directeur d'une structure interne de l'établissement. Elles sont également incompatibles avec les fonctions de chef de tout autre établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Le président de l'université de Lorraine peut rester en fonction jusqu'au 31 août suivant la date à laquelle il a atteint l'âge de soixante-huit ans.

**Art. 5. - I. -** Le président exerce les attributions confiées au président d'université par l'article L. 712-2 du code de l'éducation et les décrets pris pour son application.

Il préside le conseil d'administration, le conseil scientifique, le conseil de la formation, le conseil de la vie universitaire et le sénat académique. En cas de partage égal des voix, sa voix est prépondérante.

**II. -** Le président est assisté d'un vice-président pour chacun des quatre conseils mentionnés au deuxième alinéa du I, d'un vice-président étudiant et d'autres vice-présidents, dont il fixe le nombre et les attributions.

Les vice-présidents sont désignés, sur proposition du président, selon des modalités fixées par le règlement intérieur.

**III. -** Le président peut, pour les affaires de leur ressort, déléguer aux directeurs de collégium et de pôle scientifique une partie de ses attributions.

Le président peut déléguer sa signature au secrétaire général, aux vice-présidents et aux agents de catégorie A placés sous son autorité.

Le président peut également déléguer sa signature, pour les affaires de leur ressort, aux directeurs respectifs :

1° Des collégioms, des pôles scientifiques et des structures internes qu'ils regroupent ;

2° Des services communs mentionnés à l'article 3 ;

3° Des unités de recherche constituées avec d'autres organismes publics d'enseignement supérieur ou de recherche.

**IV. -** Sans préjudice des dispositions de l'article L. 719-8 du code de l'éducation, en cas de difficulté grave dans le fonctionnement des organes statutaires mentionnés à l'article 14 ou de défaut d'exercice de leurs attributions, le président peut prendre, à titre exceptionnel, toutes dispositions imposées par les circonstances. Il en informe le conseil d'administration dans les meilleurs délais.

**Art. 6. -** Le directoire comprend le président de l'université, les vice-présidents et les directeurs des collégioms et des pôles scientifiques. Le secrétaire général et l'agent comptable assistent aux réunions du directoire.

Le directoire apporte son concours au président, en vue notamment de coordonner l'activité des structures internes de l'établissement.

**Art. 7. -** Le conseil d'administration comprend, outre le président, trente membres :

1° Sept personnalités extérieures à l'établissement désignées par les directeurs des collégioms et des pôles scientifiques réunis en assemblée, selon des modalités fixées par le règlement intérieur, dont au moins :

a) Un chef d'entreprise ou cadre dirigeant d'entreprise ;

b) Un autre acteur du monde économique et social ;

2° Un représentant du conseil régional de Lorraine et deux représentants d'autres collectivités territoriales ou de leurs groupements, déterminés par règlement intérieur, sur le territoire desquels est implanté l'établissement ;

3° Vingt membres élus répartis dans les collèges suivants :

a) Six représentants des professeurs des universités et personnels assimilés au sens de l'article 3 du décret du 18 janvier 1985 susvisé ;

b) Six représentants des autres catégories de personnels d'enseignement et de recherche ;

c) Quatre représentants des étudiants ;

d) Quatre représentants des personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé.

**Art. 8. -** Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement.

A ce titre :

1° Il approuve le contrat d'établissement de l'université ;

2° Il adopte le règlement intérieur prévu à l'article 15 ;

3° Il vote le budget et approuve les comptes ;

4° Il fixe les modalités d'organisation budgétaire des composantes de l'établissement prévues à l'article 19 ;

5° Il approuve, sous réserve des dispositions de l'article 14, les accords et les conventions signés par le président de l'établissement ainsi que les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12 du code de l'éducation, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;

6° Il répartit, sur proposition du président, les emplois et les crédits par collégium et par unité de recherche ou, le cas échéant, par pôle scientifique ;

7° Il autorise le président à engager toute action en justice ;

8° Il approuve le rapport annuel d'activité présenté par le président ;

9° Il délibère sur toutes autres questions que lui soumet le président, au vu notamment des avis et orientations émis par les autres conseils.

Le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses attributions au président, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les décisions modificatives du budget. Il en rend compte dès que possible au conseil d'administration.

Il peut créer des commissions spécialisées.

**Art. 9. - I. -** Le conseil scientifique comprend, outre le président, quarante membres au plus.

Il est composé :

1° De personnalités qualifiées, françaises et étrangères, désignées par le président de l'université de Lorraine ;

2° De représentants d'institutions partenaires, choisies par le président après avis des autres membres du conseil scientifique ;

3° Pour moitié au moins, de représentants élus des personnels d'enseignement et de recherche, des ingénieurs et techniciens et des étudiants inscrits en doctorat.

II. - Le conseil scientifique veille à la qualité et à la cohérence de la politique scientifique de l'établissement, à l'élaboration de laquelle il contribue. Il s'assure de la liaison entre l'offre de formation et la politique scientifique.

A ce titre, il est consulté sur :

1° La répartition des crédits de recherche ;

2° La politique d'emploi des enseignants-chercheurs et chercheurs ;

3° Les programmes et contrats de recherche proposés par les pôles scientifiques ;

4° La création et la suppression de pôles scientifiques.

Il concourt à l'évaluation des activités scientifiques.

**Art. 10. - I. -** Le conseil de la formation comprend, outre le président, quarante membres au plus.

Il est composé :

1° De personnalités extérieures à l'établissement désignées par le président de l'université de Lorraine ;

2° En majorité, de représentants élus des personnels et des étudiants.

II. - Le conseil de la formation veille à la qualité et à la cohérence de l'offre de formation et de sa déclinaison territoriale. Il contribue à l'élaboration de la politique de formation initiale et continue.

A ce titre, il est consulté sur :

1° L'organisation des formations ;

2° La politique de développement des infrastructures de formation ;

3° La création et la suppression des collégioms.

**Art. 11. - I. -** Le conseil de la vie universitaire comprend, outre le président, trente membres au plus.

Il est composé :

1° De personnalités extérieures à l'établissement désignées par le président de l'université de Lorraine ;

2° En majorité, de représentants élus des personnels et des étudiants.

II. - Le conseil de la vie universitaire veille à la qualité de la vie universitaire et au respect des droits et libertés des étudiants.

A ce titre, il est consulté sur :

1° La politique de sites en matière d'activités culturelles, sportives ou associatives ;

2° L'action sociale en faveur des étudiants et des personnels ainsi que l'attribution des crédits correspondants ;

3° La politique de santé ;

4° La gestion du handicap ;

5° La politique en faveur de l'engagement des étudiants ;

6° Les relations avec les partenaires institutionnels de la vie universitaire.

**Art. 12. - I. -** Le sénat académique est composé :

1° Des membres élus du conseil scientifique, du conseil de la formation et du conseil de la vie universitaire ;

2° De représentants élus des collèges mentionnés au 3° de l'article 7, dont six au titre de l'ensemble des deux premiers collèges et dix au titre du collège des personnels de bibliothèque, ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers, de service et de santé.

II. - Il est consulté sur :

1° Le contrat d'établissement ;

2° Les modifications du règlement intérieur touchant aux questions mentionnées aux 1° à 3° du II de l'article 15 ;

3° La création et la suppression des collègiiums et pôles scientifiques ;

4° Les prévisions budgétaires pluriannuelles ;

5° La politique annuelle d'affectation des ressources humaines ;

6° La politique partenariale en matière universitaire, culturelle ou socio-économique.

Le président lui présente, à la première séance suivant son élection, le projet qu'il entend mettre en œuvre pour l'établissement.

**Art. 13. - I. -** Les collègiiums assurent la représentation des grands secteurs de formation de l'université de Lorraine :

1° Disciplines juridiques, économiques et de gestion ;

2° Lettres, langues, arts et sciences humaines et sociales ;

3° Sciences et technologies ;

4° Disciplines de santé.

Les formations de santé sont organisées suivant les articles L. 713-4 et suivants du code de l'éducation.

Un collègiium regroupe toutes les écoles d'ingénieurs.

Les autres collègiiums sont créés ou supprimés par le conseil d'administration, dans les conditions d'adoption du règlement intérieur, après avis du conseil de la formation et du sénat académique.

II. - Les pôles scientifiques regroupent, selon leur champ disciplinaire, des laboratoires de recherche et, le cas échéant, des unités de recherche formées avec d'autres établissements d'enseignement supérieur ou de recherche.

Les pôles scientifiques sont créés ou supprimés par le conseil d'administration, dans les conditions d'adoption du règlement intérieur, après avis du conseil scientifique et du sénat académique.

III. - Les instituts et les écoles, auxquels sont applicables l'article L. 713-9 du code de l'éducation et les textes pris pour l'application de l'article L. 713-1 du même code, les unités de formation et de recherche, auxquelles sont applicables les articles L. 713-3 et L. 713-4 du même code, et les laboratoires de recherche sont créés ou supprimés dans les conditions prévues par le règlement intérieur, par le conseil d'administration sur proposition du conseil de collègiium ou de pôle scientifique correspondant au champ disciplinaire ou après avis conforme de celui-ci.

**Art. 14. - I. -** Le collègiium ou le pôle scientifique est dirigé par un directeur assisté d'un conseil. Le directeur est élu par ce conseil pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. Il peut déléguer sa signature à tout agent de catégorie A du collègiium ou du pôle scientifique.

II. - Le conseil du collègiium :

1° Approuve les accords et conventions, pour les affaires l'intéressant, dans les conditions fixées par le règlement intérieur ;

2° Répartit les emplois et les crédits dans les structures internes qu'il regroupe ;

3° Adopte les règles relatives aux examens et les modalités de contrôle des connaissances du collègiium après avis du conseil de la formation.

III. - Le conseil du pôle scientifique exerce, pour les affaires le concernant, les prérogatives mentionnées au 1° et, le cas échéant, au 2° du II.

**Art. 15. - I. -** Le règlement intérieur de l'université de Lorraine est adopté par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés.



II. - Il fixe, dans le respect des principes d'autonomie et de démocratie universitaires, les règles d'organisation et de fonctionnement de l'établissement non prévues par le présent décret.

Il détermine notamment :

1<sup>o</sup> Les modalités d'élection du président autres que celles prévues à l'article 4 et les modalités de désignation des vice-présidents autres que celles prévues à l'article 5 ;

2<sup>o</sup> Le nombre de sièges par catégorie au sein du conseil scientifique, du conseil de la formation, du conseil de la vie universitaire et du sénat académique ;

3<sup>o</sup> Les modalités de fonctionnement des organes prévus au premier alinéa de l'article 3 du présent décret, notamment les règles de quorum, les modalités de délibération et de représentation des membres, les modalités de convocation, d'établissement et d'envoi de l'ordre du jour, les modalités de convocation et de présidence en cas d'empêchement du président, la liste des personnes qui peuvent assister aux séances avec voix consultative et les règles de publicité des délibérations ;

4<sup>o</sup> Les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions formées par le conseil d'administration en application du dernier alinéa de l'article 8 ;

5<sup>o</sup> La liste des collègiums, des pôles scientifiques et des services communs ;

6<sup>o</sup> Les missions de chaque collégium et de chaque pôle scientifique, les modalités de désignation de son directeur, ses structures internes, les modalités de désignation du conseil du collégium ou du pôle scientifique et toutes autres règles d'organisation et de fonctionnement relatives aux organes mentionnés à l'article 14.

III. - Le règlement intérieur peut prévoir que les membres de ces conseils et du sénat académique peuvent participer aux séances par des moyens de visioconférence ou de communication électronique :

1<sup>o</sup> Satisfaisant à des caractéristiques techniques garantissant la transmission continue et simultanée des débats et la confidentialité des votes lorsque le scrutin est secret ;

2<sup>o</sup> Permettant l'identification des intervenants ;

3<sup>o</sup> Et assurant la participation effective de ceux-ci à une délibération collégiale.

Les membres qui participent par ces moyens aux séances sont réputés présents dans le calcul du quorum et de la majorité requise.

**Art. 16.** - Les services communs de l'université de Lorraine assurent les activités confiées aux services communs des universités par l'article L. 714-1 du code de l'éducation. Leurs modalités de création, d'organisation et de fonctionnement sont fixées par les décrets pris pour l'application de cet article.

L'université de Lorraine peut en outre décider, en vertu de l'article L. 714-2 du même code, de créer avec d'autres établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche un ou plusieurs services communs. Les établissements intéressés règlent par convention l'organisation et les modalités de gestion de ce service. Cette convention mentionne les missions dévolues au service, l'établissement de rattachement, au sein duquel le service établit son siège, ainsi que les droits et obligations des établissements contractants. Elle précise en outre les conditions de nomination du directeur de ce service, la durée de son mandat, ainsi que, le cas échéant, la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de l'instance consultative qui assiste le directeur.

**Art. 17.** - La durée du mandat des membres des conseils et du sénat académique est de cinq ans renouvelable, à l'exception des représentants des étudiants, dont le mandat est de deux ans renouvelable.

A l'exception du président, nul ne peut être simultanément membre du conseil d'administration, du conseil scientifique, du conseil de la formation et du conseil de la vie universitaire.

Les mandats prennent effet à la date de la première réunion du conseil d'administration.

Le conseil scientifique, le conseil de la formation, le conseil de la vie universitaire et le sénat académique sont renouvelés à chaque renouvellement complet du conseil d'administration, à l'exception des représentants des étudiants.

Sur proposition du président de l'université et dans l'intérêt de l'établissement, le recteur de l'académie de Nancy-Metz peut écourter ou proroger le mandat des représentants des personnels pour une durée maximale de six mois, et celui des représentants des étudiants pour une durée maximale de trois mois.

**Art. 18.** - I. - Pour l'élection des représentants des personnels et des étudiants au conseil d'administration, au conseil scientifique, au conseil de la formation, au conseil de la vie universitaire, au sénat académique, au conseil de chaque collégium et de chaque pôle scientifique et aux conseils des structures internes qu'ils regroupent, le mode de scrutin, les conditions d'exercice du droit de suffrage, d'éligibilité, le déroulement et les conditions de régularité du scrutin et les modalités de recours contre les élections sont fixés par l'article L. 719-1 du code de l'éducation et le décret du 18 janvier 1985 susvisé.

II. - Pour l'élection des membres du conseil d'administration, du conseil de la formation, du conseil de la vie universitaire et du sénat académique, les électeurs des différentes catégories sont répartis dans les collèges électoraux définis à l'article 4 du même décret.

Pour l'élection des membres du conseil scientifique, les électeurs des différentes catégories sont répartis dans les collèges électoraux définis à l'article 5 du même décret.

Pour l'élection des membres des conseils de collégium, de pôle scientifique et des structures internes qu'ils regroupent, les électeurs des différentes catégories sont répartis dans les collèges électoraux définis à l'article 3 du même décret. Le règlement intérieur de l'établissement prévoit les conditions dans lesquelles est assurée la représentation des structures internes des collégiums et des pôles scientifiques.

III. - Pour l'élection des représentants des personnels enseignants au conseil d'administration, au conseil de la formation, ainsi que, s'agissant du conseil scientifique, pour chacun des trois premiers collèges mentionnés au 1 de l'article 5 du même décret, chaque liste assure la représentation des grands secteurs de formation de l'université et des sites d'implantation de l'établissement dans des conditions fixées par le règlement intérieur.

Il en est de même pour l'élection des représentants des étudiants au conseil de la formation.

IV. - Pour l'élection des représentants des autres personnels au conseil d'administration et au conseil de la formation ainsi que pour l'élection des représentants des personnels et des étudiants au conseil de la vie universitaire et celle des étudiants au conseil d'administration, le règlement intérieur de l'établissement prévoit les conditions dans lesquelles est assurée la représentation des sites d'implantation de l'université.

V. - Lorsqu'un seul siège est à pourvoir dans un collège déterminé, l'élection a lieu au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

VI. - Les autres modalités des élections sont fixées par le président de l'université de Lorraine.

**Art. 19.** - Les instituts et les écoles sont dotés d'un budget propre intégré dans les conditions définies par l'article L. 719-5 du code de l'éducation et le décret pris pour son application.

Les services communs créés en application du second alinéa de l'article 16 sont dotés d'un budget annexé au budget de l'établissement de rattachement.

Le conseil d'administration détermine les modalités d'organisation budgétaire des autres structures internes, ou de leurs regroupements, de l'université de Lorraine. Ces structures ou leurs regroupements peuvent recevoir une dotation de fonctionnement, être dotés d'un budget propre intégré ou d'un budget annexe dans les conditions définies par l'article L. 719-5 du code de l'éducation et le décret pris pour son application.

Pour l'exécution d'un budget propre ou d'un budget annexe, le président d'université peut désigner comme ordonnateur secondaire le responsable de cette structure ou du regroupement. Les ordonnateurs secondaires peuvent déléguer leur signature aux agents publics de la structure ou du groupement.

### CHAPITRE III

#### Dispositions transitoires et finales

**Art. 20.** - Jusqu'à l'élection du président de l'université de Lorraine dans les conditions prévues à l'article 4, la présidence de l'établissement est assurée par un administrateur provisoire nommé par le recteur de l'académie de Nancy-Metz. L'administrateur provisoire exerce les compétences attribuées au président d'université par l'article 5.

L'administrateur provisoire convoque et préside le conseil d'administration provisoire et organise les élections aux différents conseils, au sénat académique et aux autres instances consultatives de l'établissement, dans un délai de trois mois après l'adoption du règlement intérieur. Sont électeurs et éligibles, dans les conditions fixées par le décret du 18 janvier 1985 susvisé, les personnels et les usagers de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.

L'administrateur provisoire constitue une commission chargée de l'élaboration du règlement intérieur de l'université de Lorraine et comprenant, en nombre égal, des membres des conseils d'administration de l'Institut national polytechnique de Lorraine, des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.

**Art. 21.** - I. - Il est institué un conseil d'administration provisoire constitué d'administrateurs de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.

II. - Ce conseil comprend, par établissement :

1° Son président ;

2° Deux représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont la moitié de professeurs des universités et personnels assimilés ;

3° Un représentant des personnels ingénieurs, administratifs, techniques et des bibliothèques ;

4° Un représentant des étudiants ;

5° Une personnalité extérieure ;

6° Un représentant d'une institution partenaire.

Le président de chaque établissement désigne, après consultation de son conseil d'administration, les membres mentionnés aux 2°, 3°, 4°, 5° et 6°.

III. - Ce conseil exerce, jusqu'à l'installation du conseil d'administration prévu à l'article 8, les compétences de ce conseil ainsi que celles du conseil scientifique, du conseil de la formation, du conseil de la vie universitaire et du sénat académique.

Il adopte à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés le premier règlement intérieur de l'université de Lorraine, qui est transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur, dans le délai de trois mois à compter de la publication du présent décret.

Si le règlement intérieur de l'université de Lorraine n'est pas adopté dans ce délai, il est arrêté par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

**Art. 22.** – L'université de Lorraine se substitue, pour l'ensemble de leurs missions, à l'Institut national polytechnique de Lorraine et aux universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II, qu'elle regroupe.

Les biens, droits et obligations, y compris les contrats des personnels, de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II sont transférés à l'université de Lorraine.

Les fonctionnaires précédemment affectés dans ces établissements sont affectés à l'université de Lorraine.

Les étudiants inscrits dans ces établissements sont inscrits à l'université de Lorraine. Le diplôme national correspondant, le titre d'ingénieur diplômé d'une école interne de l'université de Lorraine ou un diplôme propre leur sont délivrés à la fin de leurs études.

**Art. 23.** – Les conseils et les directeurs des composantes et des services communs de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II demeurent en fonctions et continuent d'exercer leurs compétences jusqu'à échéance de leurs mandats. Les directeurs des composantes exerçant un premier mandat à la date de publication du présent décret peuvent être immédiatement renouvelés dans leurs fonctions.

**Art. 24.** – Les comptes financiers de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II relatifs à l'exercice 2011 sont respectivement établis par les agents comptables en fonction lors de la suppression de chaque établissement. Ils sont approuvés par le conseil d'administration de l'université de Lorraine.

Le conseil d'administration provisoire adopte, pour l'année 2012, le budget de l'université de Lorraine préparé par l'administrateur provisoire.

**Art. 25.** – Pour la constitution du comité technique et de la commission paritaire d'établissement de l'université de Lorraine, sont électeurs et éligibles les personnels de l'Institut national polytechnique de Lorraine et des universités de Metz, Nancy-I et Nancy-II.

**Art. 26.** – I. – Sont abrogés :

1<sup>o</sup> Le décret n° 69-731 du 18 juillet 1969 relatif aux élections de l'assemblée constitutive provisoire de l'université de Metz ;

2<sup>o</sup> Le décret n° 69-1255 du 18 décembre 1969 relatif aux élections de l'assemblée constitutive provisoire de l'université de Nancy-I ;

3<sup>o</sup> Le décret n° 69-1256 du 18 décembre 1969 relatif aux élections de l'assemblée constitutive provisoire de l'université de Nancy-II ;

4<sup>o</sup> Le décret n° 70-1293 du 23 décembre 1970 portant érection de l'Institut national polytechnique de Nancy en établissement public à caractère scientifique et culturel.

II. – Les dispositions du décret du 14 octobre 1969 susvisé ne sont pas applicables à l'université de Lorraine.

III. – À l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 70-1174 du 17 décembre 1970 portant érection en établissements publics à caractère scientifique et culturel d'universités et centres universitaires, les mots : « Metz, » et « Nancy-I, » sont supprimés.

IV. – À l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 décembre 1970 portant érection d'universités et instituts nationaux polytechniques en établissements publics à caractère scientifique et culturel, le mot : « Nancy-II, » est supprimé.

**Art. 27.** – I. – Le décret du 15 mars 2000 susvisé est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> À l'article 1<sup>er</sup>, les mots : « Metz, », « Nancy-I, », « Nancy-II, » et « Lorraine, » sont supprimés ;

2<sup>o</sup> À l'article 3, après les mots : « Observatoire de Paris : » sont ajoutés les mots : « Université de Lorraine ; ».

II. – Les dispositions insérées par le I dans le décret du 15 mars 2000 susvisé peuvent être modifiées par décret.

**Art. 28.** – Dans le titre et à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 avril 2003 susvisé, les mots : « l'université Nancy-II » sont remplacés par les mots : « l'université de Lorraine ».

**Art. 29.** – La liste des formations mentionnée à l'article 2 et fixée en annexe du présent décret peut être modifiée par décret.

**Art. 30.** – Les articles 22, 26, le 1<sup>o</sup> du I de l'article 27 et l'article 28 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

**Art. 31.** – La ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, et le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 22 septembre 2011.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,*

LAURENT WAUQUIEZ

*La ministre du budget, des comptes publics  
et de la réforme de l'État,  
porte-parole du Gouvernement,*

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE

LISTE DES FORMATIONS DONT L'ACCÈS EST SUBORDONNÉ  
AU SUCCÈS À UN CONCOURS OU À L'EXAMEN D'UN DOSSIER

*Formations d'ingénieurs*

# Decrees, orders, circulars

## GENERAL TEXTS

### MINISTRY FOR HIGHER EDUCATION AND RESEARCH

Decree no. 2011-1169 of 22 September 2011  
enacting creation of the university of Lorraine

NOR: *ESRS1113874D*

**Target public:** *users and personnel of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II.*

**Purpose:** *creation of a new public scientific, cultural and professional establishment set up in the form of a large establishment named "University of Lorraine", bringing together the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II.*

**Entry into force:** *the legislation comes into force the day after its publication.*

*However, the University of Lorraine will be substituted for the pre-existing establishments with effect from 1 January 2012. The transitional provisions in particular provide for the formation of acting governing bodies for the new establishment and for employee representation. They also provide that students enrolled in pre-existing establishments are enrolled in the new establishment.*

**Advice:** *the University of Lorraine will take over all the activities currently carried on by the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II. It will contribute to the public service missions of higher education and in this regard, will award the national qualifications and diplomas for which it is and will be accredited.*

*The university will be administered by an elected president assisted by a collegiate body, the executive council, by the board of directors, whose strategic role is reaffirmed, the science council, which supervises quality and consistency of the scientific policy and its links with the training offered, and two new consultative bodies: the training council and the university life council. In addition, the University is endowed with an academic senate, enlarged representation of the university community.*

*The status of large establishment (as in the meaning given at article L.717-1 of the Education Code) allows for representation, within these councils, from the major sectors in training and from the immediate geographical areas in which the establishment is set up and to institute local management via collegiums and science clusters which will have the appropriate competencies.*

*In accordance with the principles of self-government and democracy, the internal rules and regulations (by-laws) will supplement and complete the rules by which the university is organised and run.*

**References:** *this decree may be viewed on the government's legislative website "Légifrance" (<http://www.legifrance.gouv.fr/>).*

The Prime Minister,

On the report from the minister for higher education and research,

Having regard to the education code and in particular its articles L. 711-1 and L. 717-1;

Having regard to the law no. 84-835 of 13 September 1984 amended on the age limit in public office and in the public sector, in particular its article 7;

Having regard to decree no. 69-930 of 14 October 1969 enacting application to faculty or university institutes preparing engineering diplomas of the law no. 68-978 of 12 November 1968;

Having regard to decree no. 70-1174 of 17 December 1970 enacting the establishment of universities and university centres as public scientific and cultural establishments;

Having regard to the decree of 23 December 1970 enacting the establishment of national universities and university centres as public scientific and cultural establishments;

Having regard to decree no. 95-59 of 18 January 1985 as amended fixing the conditions for exercising the right of suffrage, the membership of electoral colleges and the procedures for the assimilation and equivalence of level in the representation of personnel and students on the councils of public scientific, cultural and professional establishments as well as the appeals procedures against elections;

PATENT

REEL: 037157 FRAME: 0065

Having regard to decree no. 99-272 of 6 April 1999 as amended on the joint commissions for the setting up of public higher education establishments;

Having regard to decree no. 2000-250 of 15 March 2000 as amended enacting the classification of public scientific, cultural and professional establishments;

Having regard to decree no. 2003-383 of 23 April 2003 enacting the merger of the private higher school of education ICN with the University Nancy-II;

Having regard to decree no. 2010-1035 of 1 September 2010 on the term of office of directors and the modus operandi of the management bodies of particular public establishments of the State, in particular its article 2;

Having regard to decree no. 2011-184 of 15 February 2011 on the technical committees in the State administrations and public establishments;

Having regard to the decisions of the joint technical committees of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I, Nancy-II dated 19 and 24 April 2011;

Having regard to the proceedings of the boards of directors of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I, Nancy-II dated 25 January 2011;

Having regard to the decision of the National Council of Higher Education and Research dated 30 May 2011; The Conseil d'Etat (home affairs section) having been heard,

Decrees:

#### CHAPTER I

##### General Provisions

**Art. 1.**—The University of Lorraine is a public scientific, cultural and professional establishment set up in the form of a large establishment as in the meaning given thereto at article L.717-1 of the Education Code. It is subject to the provisions of this same code and the legislation passed for its application, subject to the exceptions provided in this decree.

Its registered office is fixed at Nancy. It is located over various sites, principally in Nancy and Metz.

**Art. 2.**—The University of Lorraine contributes to the public service missions of higher education, defined in articles L.123-1 to L.123-9 of the Education Code, in particular on matters of teaching, work integration, research in science and technology, dissemination of culture, scientific and technological information, international and cross-border technology and cooperation.

It awards the national qualifications and diplomas for which it has been accredited by the minister in charge of higher education, alone or jointly with other higher education establishments. The legislation on the national diplomas prepared in institutes and university schools applies to the University of Lorraine. Its vocation is to award graduate engineering diplomas and to develop postgraduate training. It is entitled to award the diplomas proper to it.

Access to the graduate level training it delivers is open to all holders of the baccalaureate, in the conditions fixed by article L.612-3 of the Education Code. However, access to the institutes and schools is subject to capacity, to passing a competitive exam or to acceptance of a file.

The list of postgraduate training which is conditional on passing a competitive exam or on acceptance of a file is set down in appendix hereto.

#### CHAPTER II

##### Administrative Structure

**Art. 3.**—**I.**—The president of the University of Lorraine, by his decisions, the board of directors, by its deliberations, the science council, training council, university life council and the academic senate by their decisions and guidelines, administer the University.

An executive council assists the president in carrying out his duties.

**II.** - In addition, the University of Lorraine comprises:

1° Collegiums which coordinate the activities of the institutes, schools or the training and research units of which they are formed;

2° Science clusters which coordinate the activities of the research units of which they are formed and the consistency of the science in the fields concerned.

**III.** - It also comprises shared services.

**Art. 4.**—The president is elected on the absolute majority of the members of the board of directors in office, among the teaching and research staff, research staff, teachers or lecturers, associates or guests, as well as all other assimilated staff.

The president's term of office, for a period of five years, expires at the end of the terms of office of the members of the board of directors other than the student representative members. It is renewable once.

If the president ceases his duties for any reason whatsoever, a new president is elected for the remaining term of his predecessor's office.

The office of president within the University of Lorraine is not compatible with that of any other elective offices or duties as the director of any internal organisation of the establishment. It is also not compatible with the office of head of any other public, scientific, cultural and professional establishment.

The president of the University of Lorraine may remain in office until 31 August of the year following that in which he attains the age of sixty-eight.

Art. 5.—I.—The president performs the functions entrusted to university presidents by article L.712-2 of the Education Code and the decrees passed for its application.

He chairs the board of directors, the science council, training council, university life council and the academic senate. In case of a tied vote, his vote is a casting vote.

II.—The president is assisted by a vice-president for each of the four boards and councils stated in the second paragraph of I, by a student vice-president and by other vice-presidents, whose numbers and terms of reference he fixes.

The vice-presidents are appointed on the president's proposal, in accordance with the procedures laid down in the by-laws.

III.—For such matters as are within their remit, the president may delegate a part of his duties to the directors of the collegiums and science clusters.

The president may delegate his signature to the secretary general, the vice-presidents and Category A agents placed under his authority.

The president may also delegate his signature, for such matters as are within their remit, to the respective directors of:

- 1° the collegiums, science clusters and internal structures they bring together;
- 2° the shared services stated in article 3;
- 3° the research units formed with other public bodies for higher education or research.

IV.—Without prejudice to the provisions of article L.719-8 of the Education Code, in case of serious difficulty in running the statutory bodies stated in article 14 or failing performance of their duties, the president may, exceptionally, take all provisions imposed by the circumstances. He informs the board of directors thereof at the earliest opportunity.

Art. 6.—The executive council comprises the president of the university, the vice-presidents and the directors of the collegiums and science clusters. The secretary general and paymaster attend the meetings of the executive council.

The executive council supports the president, with a view particularly to coordinating the activity of the establishment's internal structures.

Art. 7.—In addition to the president, the board of directors is comprised of thirty members:

1° Seven key figures from outside the establishment, appointed by the directors of the collegiums and science clusters in meeting, according to the procedures fixed by the university by-laws, of which at least:

- a) One captain of industry or senior company director;
- b) One other player from the corporate business world;

2° One representative from the Lorraine Regional Council and two representatives from other local government structures or their groupings, determined by the by-laws, on whose territory the establishment is set up;

3° Twenty elected members distributed in the following colleges:

- a) Six representatives from the university teaching staff and assimilated personnel, as in the meaning given thereto by article 3 of the decree of 18 January 1985 aforementioned;
- b) Six representatives from the other categories of teaching and research staff;
- c) Four student representatives;
- d) Four representatives from the library, engineering, administrative and technical staff, support workers and service and health staff.

Art. 8.—The board of directors determines the policy of the establishment.

In this respect:

- 1° It approves the university Institutional Contract;
- 2° It passes the internal rules and regulations (by-laws) provided for at article 15;
- 3° It votes the budget and approves the accounts;

4° It fixes the procedures for budgetary organising of the components of the establishment provided for at article 19;

5° Subject to the provisions of article 14, it approves agreements and contracts signed by the president of the establishment as well as the taking of holds, setting up of subsidiaries and of foundations provided for at article L.719-12 of the Education Code, the acceptance of gifts and bequests and of acquisitions and disposals of real property;

6° On the proposal of the president, it allocates jobs and credits per collegium and per research unit or, as appropriate, per science cluster;

7° It authorises the president to take action before the courts;

8° It approves the annual activity report presented by the president;

9° It deliberates on all other questions put to it by the president, in the light particularly of the decisions and guidelines issued by the other councils.

The board of directors may delegate some of its terms of reference to the president with the exception of those stated in 1°, 2°, 3°, 8° and 9°. The latter renders account to the board of directors of the decisions taken by virtue of this delegation at the earliest opportunity.

However, in the conditions which it shall determine, the board of directors may delegate to the president the power to pass decisions amending the budget. He renders account thereof to the board of directors as soon as possible.

It may set up specialised committees.

Art. 9.—I.—In addition to the president, the science council is comprised of no more than forty members.

It is made up of:

1° Key qualified figures, French and foreign, appointed by the president of the University of Lorraine;

2° Representatives from partner institutions, chosen by the president, after a advice from the other members of the science council;

3° For one half at least, of elected representatives from the teaching and research staff, engineers and technicians and postgraduate students preparing their PhD.

II.—The science council supervises the quality and consistency of the establishment's scientific policy, in which it also contributes to devising the same. It satisfies itself that there is a liaison between the training offered and the scientific policy.

In this respect it is consulted on:

1° The allocation of research credits;

2° The policy on employing teaching and research staff and research staff;

3° The research programmes and contracts proposed by the science clusters;

4° The creation and abolition of science clusters.

It contributes to the evaluation of scientific activities.

Art. 10.—I.—In addition to the president, the training council is comprised of no more than forty members.

It is made up of:

1° Key figures from outside the establishment appointed by the president of the University of Lorraine;

2° In the majority, elected representatives of the personnel and students.

II.—The training council supervises the quality and consistency of the offer of training and how its territorial roll-out. It contributes to devising the initial and continuing training policy.

In this respect it is consulted on:

1° How training is organised;

2° The policy on developing the training infrastructure;

3° The creation and removal of collegiums.

Art. 11.—I.—In addition to the president, the university life council is comprised of no more than thirty members.

It is made up of:

1° Key figures from outside the establishment appointed by the president of the University of Lorraine;

2° In the majority, elected representatives of the personnel and students.

II.—The university life council supervises the quality of university life and ensures the rights and freedoms of the students are complied with.

In this respect it is consulted on:

1° The site policies on cultural, sporting or community activities;



- 2° Social action in favour of students and personnel as well as the allocation of the corresponding credits;
- 3° The health policy;
- 4° Managing disability;
- 5° The policy in favour of student engagement;
- 6° Relations with the institutional partners of university life.

Art. 12.—I—The academic senate is made up of:

- 1° Elected members from the science council, the training council and the university life council.
- 2° Elected representatives from the colleges stated in 3° of article 7, of which six from the whole of the first two colleges and ten from the college of library, engineering, administrative and technical staff, the support workers and service and health staff.

II.—It is consulted on:

- 1° The Institutional Contract [University's Founding Charter];
- 2° Amendments to the internal rules and regulations relating to the questions set forth in 1° to 3° of II of article 15;
- 3° The creation and abolition of collegiums and science clusters;
- 4° Multi-annual budget forecasts;
- 5° Annual policy on assignment of human resources;
- 6° The sponsorship policy on university, cultural or socio-economic matters.

The president presents a draft of the plan he intends to implement for the establishment to the senate at the first session following his election.

Art. 13.—I—The collegiums represent the major sectors of training in the University of Lorraine:

- 1° Legal, economic and management disciplines;
- 2° Humanities, languages, arts and social sciences and humanities;
- 3° Science and technology;
- 4° Health disciplines.

Healthcare training is organised in accordance with articles L.713-4 et seq. of the Education Code.

One collegium brings all the schools of engineering together.

The other collegiums are created or abolished by the board of directors, in the conditions of adoption in the internal rules and regulations, after decision of the training council and the academic senate.

II.—The science clusters bring together the research laboratories and, as the case may be, the research units formed with other higher education or research establishments, according to their disciplinary field.

The science clusters are created or abolished by the board of directors, in the conditions for passing resolutions provided in the internal rules and regulations, after decision of the science council and the academic senate.

III.—The institutes and schools, to which article L.713-9 of the Education Code and the legislation passed for application of article L.713-1 of the same code apply, the training and research units, to which articles L.713-3 and L.713-4 of the same code apply and the research laboratories, are created or abolished in the conditions provided by the internal rules and regulations, by the board of directors on the proposal of the collegium or science cluster council corresponding to the disciplinary field, or after consent of the latter.

Art. 14.—I.—The collegium or science cluster is directed by a director assisted by a council. The director is elected by this council for a period of five years, renewable once. He may delegate his signature to any category A agent of the collegium or science cluster.

II.—The collegium council

- 1° Approves agreements and contracts, for the matters that concern it, in the conditions fixed by the internal rules and regulations;
- 2° Allocates jobs and credits in the internal structures which it brings together;
- 3° Passes the rules on examinations and the procedures for continuous assessments of the collegium after decision from the training council.

III.—The science cluster council exercises the prerogatives stated in 1° and, where appropriate, in 2° of II, for the matters concerning it.

Art. 15.—I.—The internal rules and regulations of the University of Lorraine are adopted by the board of directors on a two-thirds majority of the members present and represented.

II.—In accordance with the principles of university self-government and democracy, they fix the rules not provided for in this decree by which the university is organised and run.

In particular, they determine

1° Procedures for electing the president other than those provided at article 4 and procedures for the appointment of vice-presidents other than those provided at article 5;

2° The number of seats per category on the science council, the training council, the university life council and the academic senate;

3° Operating procedures for the bodies provided for in the first paragraph of article 3 of this decree, specifically the rules on quorum, procedures for deliberations and for representation of the members, procedures for convening meetings, drawing up and sending out the agenda, the procedures for convening and chairing meetings in case the president is prevented, the list of persons who may attend sessions with a consultative role only and the rules on publishing proceedings;

4° The procedures for organising and running committees set up by the board of directors in application of the final paragraph of article 8;

5° The list of collegiums, science clusters and shared services;

6° The missions of each collegium and each science cluster, the procedures for appointing its director, its internal structures, the procedures for appointing the collegium or science cluster council and all other organisational and operating rules relating to the bodies stated in article 14.

III.—The internal rules and regulations may provide that the members of these councils and of the academic senate can participate in sessions via video conferencing or electronic communication means which:

1° Meet technical requirements guaranteeing continuous simultaneous transmission of the proceedings and confidentiality of the voting where the vote is secret;

2° Enable the participants to be identified; and

3° Ensure the latter are able to effectively take part in collegiate proceedings.

Members who participate in sessions via these means are deemed to be present when calculating the quorum and required majority.

Art. 16.—The shared services of the University of Lorraine are responsible for the activities entrusted to university shared services by article L.714-1 of the Education Code. The procedures for their setting-up, organisation and operation are fixed by the decrees enacted to apply this article.

Pursuant to article L.714-2, the University of Lorraine may in addition decide to set up one or more shared services departments in conjunction with other public higher education or research establishments. The establishments involved settle the organisation and procedures for managing this service by agreement. This agreement sets out the missions devolved to the service, the establishment to which it reports, within which the service establishes its head office, as well as the rights and obligations of the contracting party establishments. In addition, it specifies the conditions for appointment of the director of this department, his term of office and, where appropriate, the membership, terms of references and operating procedures of the consultative body which assists the director.

Art. 17.—The term of office of the members of the councils and academic senate is five years, renewable, with the exception of the student representatives, whose term of office is two years, renewable.

With the exception of the president, no one may be simultaneously member of the board of directors, of the science council, training council and the university life council.

The periods of office take effect on the date of the first meeting of the board of directors.

The science council, training council, university life council and the academic senate, are renewed with each complete renewal of the board of directors, with the exception of the student representatives.

On the proposal of the president of the University and in the interest of the establishment, the director of education for the Nancy-Metz area education authority may curtail or extend the office of the staff representatives for a maximum of six months and that of the student representatives for a maximum of three months.

Art. 18.—I.—For electing the staff and student representatives onto the board of directors, science council, training council, university life council, the academic senate, the council of each collegium and each science cluster and councils of the internal structures they bring together, the method of voting, the conditions in which voting rights may be exercised, eligibility, the proceedings and conditions of voting regularity and the procedures for appeals against elections, are fixed by article L.719-1 of the Education Code and the decree of 18 January 1985 aforementioned.

II.—For electing members of the board of directors, the training council, university life council and the academic senate, the different categories of voter are divided into the electoral colleges defined in article 4 of the same decree.

For electing members of the science council, the different categories of voter are divided into the electoral colleges defined in article 5 of the same decree.

For electing members of the councils of the collegiums, science clusters and the internal structures they bring together, the different categories of voter are divided into the electoral colleges defined in article 3 of the same decree. The internal rules and regulations of the establishment provide the conditions in which the structures internal to the collegiums and science clusters are represented.

III. - For electing representatives of the teaching staff onto the board of directors, training council as well as, in regard to the science council, for each of the first three colleges stated in I of article 5 of the same decree, each list ensures representation of the major sectors of training in the university and the sites where the establishment is located, in the conditions fixed by the internal rules and regulations.

The same applies for electing student representatives onto the training council.

IV. - For electing representatives of other staff onto the board of directors and the training council as well as for electing staff and student representatives onto the university life council and student representatives onto the board of directors, the internal rules and regulations of the establishment provide the conditions in which representation of the sites on which the university is located is assured.

V. - Where a single seat is to be filled in any given college, the election takes place on a single round and a single vote.

VI. - The other electoral procedures are fixed by the president of the University of Lorraine.

**Art. 19.**—The institutes and schools have their own integrated budget in the conditions defined by article L.719-5 of the Education Code and the decree passed for its application.

The shared services set up pursuant to the second paragraph of article 16 have a subsidiary budget dependent on the budget for the establishment to which they are attached.

The board of directors determines the procedures for organising the budget of the other internal structures, or their groupings, of the University of Lorraine. These structures, or their groupings, may be allocated an operating allowance or have their own integrated budget or subsidiary budget, in the conditions defined by article L.719-5 of the Education Code and the decree passed for its application.

For implementing a primary or subsidiary budget, the president of the University may appoint the person in charge of this structure or grouping to be subsidiary budget officer. Subsidiary budget officers may delegate their signature to the public officials of the structure or grouping.

### CHAPTER III:

#### Transitional and final provisions

**Art. 20.**—Until the president of the University of Lorraine is elected in the conditions provided at article 4, the presidency of the establishment is fulfilled by an acting president appointed by the director of education for the Nancy-Metz area education authority. The acting president exercises the competencies conferred on the president of the university by article 5.

The acting president convenes and chairs the acting board of directors and organises the elections to the different councils, the academic senate and the other consultative bodies of the establishment, within a period of three months after the internal rules and regulations are adopted. The personnel and users of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II may elect and stand for election, in the conditions fixed by the decree of 18 January 1985.

The acting president sets up a committee charged with writing up the internal rules and regulations of the University of Lorraine and comprising equal numbers of members from the boards of directors of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II.

**Art. 21.**—I.—An acting board of directors is set up, formed of directors from the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II.

II. - This board comprises, per establishment:

1° Its president;

2° Two representatives of the teaching and research staff and assimilated staff, teachers and researchers, in office in the establishment, of which one half of teachers from the universities and assimilated staff;

3° One representative from the engineering, administrative, technical and library staff;

4° One student representative;

5° A key figure from outside;

6° One representative from a partner institution.

The president of each establishment appoints the members stated in 2°, 3°, 4°, 5° and 6°, after consulting his board of directors.

III. -Until the board of directors provided for at article 8 is installed, this board exercises the competences thereof as well as those of the science council, training council, university life council and academic senate.

The initial internal rules and regulations of the University of Lorraine are adopted by the board of directors on a two-thirds majority of the members present and represented, which by-laws are forwarded to the minister in charge of higher education within a period of three months from publication of this decree.

If the internal rules and regulations of the University of Lorraine are not adopted within this period, they are passed by the minister in charge of higher education.

**Art. 22.**—The University of Lorraine is substituted for the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II which it brings together, for all of their missions.

The property, rights and obligations, including the contracts of employment of the personnel, of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II are transferred to the University of Lorraine.

The civil servants previously seconded to these establishments are seconded to the University of Lorraine.

The students enrolled in these establishments are enrolled in the University of Lorraine. The equivalent national diploma, the title of graduate engineer of a school internal to the University of Lorraine or an appropriate diploma are awarded to them at the end of their studies.

**Art. 23.**—The boards and directors of the component entities and shared services of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II remain in office and continue to exercise their competencies until their terms of office expire. The directors of the component entities exercising their first term of office as at the date of publication of this decree may be immediately renewed in their duties.

**Art. 24.**—The financial accounts of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II relating to financial year 2011 are, respectively, prepared by the paymasters in office when each establishment is closed down. They are approved by the board of directors of the University of Lorraine.

The acting board of directors approves the University of Lorraine budget for 2012 prepared by the acting president.

**Art. 25.**—For the formation of the technical committee and the joint committee of the establishment of the University of Lorraine, the electors are the personnel of the National Institute of Technology of Lorraine and the Universities of Metz, Nancy-I and Nancy-II.

**Art. 26.**—I—The following are repealed:

1° Decree no. 69-731 of 18 July 1969 on elections of the acting constitutive assembly of the University of Metz;

2° Decree no. 69-1255 of 18 December 1969 on elections of the acting constitutive assembly of the University of Nancy-I;

3° Decree no. 69-1256 of 18 December 1969 on elections of the acting constitutive assembly of the University of Nancy-II;

4° Decree no. 70-1293 of 23 December 1970 enacting the establishment of National Institute of Technology of Nancy as a public scientific and cultural establishment.

II.—The provisions of the decree of 14 October 1969 aforementioned do not apply to the University of Lorraine.

III.—At article 1 of the decree no. 70-1174 of 17 December 1970 enacting the establishment of universities and university centres as public scientific and cultural establishments, the words: “Metz” and “Nancy-I” are deleted.

IV.—At article 1 of the decree of 23 December 1970 enacting the establishment of national universities and university centres as public scientific and cultural establishments, the word: “Nancy-II” is deleted.

**Art. 27.**—I.—The decree of 15 March 2000 aforementioned is amended as follows:

1° At Article 1, the words: “Metz”, “Nancy-I”, “Nancy-II” and “Lorraine” are deleted;

2° At Article 3, after the words: “Paris Observatory;” the words: “University of Lorraine;” are added.

II.—The provisions inserted by I in the decree of 15 March 2000 aforementioned may be modified by decree.

**Art. 28.**—In the title and at article 1 of the decree of 23 April 2003 aforementioned, the words: “University Nancy-II” are replaced by the words: “University of Lorraine”.

**Art. 29.**—The list of training stated in article 2 and fixed in the schedule hereto may be modified by decree.

**Art. 30.**—Articles 22, 26, the 1° of I of article 27 and article 28 come into force on 1 January 2012.

**Art. 31.**—The minister for the budget, public accounts and reform of the State, spokesperson for the Government, and the minister for higher education and research, are charged, each insofar as they are concerned, with the enforcement of this decree which will be published in the Official Journal of the French Republic.

Signed on 22 September 2011.

By the Prime Minister:  
*The minister of higher education  
and research,*  
LAURENT WAUQUIEZ

FRANÇOIS FILLON

*The minister of the budget, public  
accounts  
and reform of the State,  
Government's spokesperson,*  
VALERIE PECRESSE

APPENDIX

LIST OF TRAINING TO WHICH ACCESS IS CONDITIONAL  
ON PASSING A COMPETITIVE EXAM OR ON ACCEPTANCE OF A FILE

*Training of engineers*



Certificat d'inscription  
au Répertoire des Entreprises et des Établissements (SIRENE)

REÇU LE  
30 OCT. 2011  
PAR 109



001494 / 002987

UNIVERSITE DE LORRAINE  
34 COURS LEOPOLD  
CS 25233  
54052 NANCY CEDEX

Tél : 02 38 69 52 60  
Fax : 02 38 69 88 07

A la date du 26 Octobre 2011

**Description de l'entreprise ou de l'organisme**

Identifiant SIREN	130 015 506
Identifiant SIRET du siège	130 015 506 00012
Désignation	UNIVERSITE DE LORRAINE
Sigle	
Catégorie juridique	7383 Etablissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel
Activité Principale Exercée (APE)	8542Z Enseignement supérieur
Date de prise d'activité	01/01/2012

**Description de l'établissement concerné**

Identifiant SIRET	130 015 506 00012	Statut : Siège et établissement principal
Adresse	34 CRS LEOPOLD CS 25233 54052 NANCY CEDEX	
Enseigne		
Activité Principale Exercée (APE)	8542Z Enseignement supérieur	
Date de prise d'activité	01/01/2012	
Effectif salarié à la prise d'activité	Non renseigné	

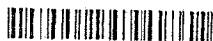
**Mise à jour effectuée**

Événement	Création d'une entreprise
Date de l'événement	01/01/2012
Référence : déclaration n°	D45107790646 Transmise par INSEE CENTRE

**IMPORTANT :** à l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret 2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits).

Pour toute question relative à ce certificat, s'adresser au service SIRENE de la Direction Régionale du CENTRE 131 RUE DU FAUBOURG BANNIER 45034 ORLEANS CEDEX 1

REPUBLIQUE FRANCAISE



PATENT  
REEL: 037157 FRAME: 0074

[LOGO] INSEE  
Centre  
National Institute  
for Statistics and  
Economic Studies

Certificate of Entry  
on the Registry of Enterprises and Establishments (SIRENE)  
[Stamp] REC'D ON  
31 OCT.2011  
PRES 109

[BAR CODE]  
001494 / 002987

UNIVERSITY OF LORRAINE  
34 COURS LEOPOLD  
CS 25233  
54052 NANCY CEDEX

Tel.: 02 38 69 52 60  
Fax 02 38 69 88 07

As at date of 26 October 2001

<b>Description of enterprise or body</b>	
SIREN identifier	130 015 506
SIRET head office identifier	130 015 506 0012
Description	UNIVERSITY OF LORRAINE
Logo	[blank on French original]
Legal category	7383 National public scientific, cultural and professional establishment
Main Activity Carried on (APE)	8542Z Higher education
Date activity started	01/01/2012

<b>Description of establishment concerned</b>	
SIRET identifier	130 015 506 00012 Status: Principal establishment and Head Office
Address	34 CRS LEOPOLD CS 25233 54052 NANCY CEDEX
Sign	[blank on French original]
Main Activity Carried on (APE)	8542Z Higher education
Date activity took effect	01/01/2012
Employees as at date activity took effect	Information not available

<b>Update made</b>	
Event	Formation of an enterprise
Event date	01/01/2012
Reference: declaration no.:	D45107790646 Forwarded by INSEE CENTRE

**IMPORTANT:** with the exception of the information relating to the identification of the enterprise, the particulars shown on this document, in particular the APE Code, are valid for statistical applications only (decree 2007-1888 of 26 December 2007 enacting approval of the nomenclature for activities and products).

For all queries relating to this certificate, please apply to the SIRENE service of the Regional Division of the CENTRE 131 RUE DU FAUBOURG BANNIER 45034 ORLEANS CEDEX 1

-----  
FRENCH REPUBLIC

[BAR CODE]

PATENT